

de la lettre que j'ai écrite au premier ministre Roblin hier.

Le très hon. M. Diefenbaker: Quand, hier après-midi ou hier matin?

L'hon. M. Sharp: Cette lettre a été envoyée le matin. Je ne savais pas à quoi songeait le chef de l'opposition et, si j'avais essayé de le savoir, je n'aurais pas réussi. C'est nous qui avons pris cette initiative. Puis-je lire simplement le passage suivant:

La situation économique actuelle rend plus urgente les consultations fédérales-provinciales sur les questions fiscales et économiques. Pour faire face à la situation économique de l'heure il faudra peut-être prendre des mesures qui intéresseront les gouvernements provinciaux tout comme le gouvernement fédéral. Ces mesures pourraient fort bien être rattachées aux accords fiscaux dont nous discuterons.

Je propose donc que nous abordions cette question au début de notre réunion.

Conformément à l'ordre du jour annexé le premier article proposé est la situation économique et ses rapports avec les ententes fiscales fédérales-provinciales.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire au ministre pour faire éclaircir certains aspects obscurs de la question. Vu que le député de Coast-Capilano (M. Davis) a déclaré devant l'Association libérale de l'Ouest, à Saskatoon, que le gouvernement fédéral laisse à l'écart la mise en valeur des ressources et qu'il exige que le gouvernement relève ce défi de façon plus énergique, le ministre des Finances dirait-il à la Chambre si cette conférence sur la politique fiscale étudiera la question de la mise en valeur des ressources.

L'hon. M. Sharp: Oui.

L'AGRICULTURE

L'OPPORTUNITÉ D'UN RELEVÉ DE LA RÉGION FRAPPÉE DE SÉCHERESSE EN SASKATCHEWAN

A l'appel de l'ordre du jour.

M. A. C. Cadieu (Meadow-Lake): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. On a répandu tellement de rumeurs au sujet de l'abondance de la récolte dans l'Ouest canadien que je me demande si la sécheresse qui frappe la région située au nord-ouest de Meadow-Lake, de Dorintosh-Ouest à Goodsoil en passant par Peerless et s'étendant jusque dans l'Alberta a été portée à l'attention du ministre. Il s'agit d'une situation d'urgence et j'espère qu'il fera le nécessaire pour envoyer une équipe constater la situation sur place.

[L'hon. M. Sharp.]

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Agriculture): Le gouvernement provincial ne m'a pas encore signalé ce point, monsieur l'Orateur, mais je serai heureux de considérer comme préavis les recommandations du député et d'examiner la chose.

M. F. J. Bigg (Athabasca): J'ai une question complémentaire, monsieur l'Orateur. A-t-on pris des dispositions à l'égard d'un cas semblable qui s'est présenté dans la région l'an dernier?

L'hon. M. Greene: Nous n'avons pas reçu jusqu'ici de demande d'aide de la part du gouvernement provincial à ce sujet.

[Français]

LA COMMISSION DE L'ASSURANCE-CHÔMAGE

MÉMOIRE DE L'ASSOCIATION NATIONALE DE LA COMMISSION DE L'ASSURANCE-CHÔMAGE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Maurice Allard (Sherbrooke): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Main-d'œuvre.

A la suite du mémoire que l'Association nationale de la Commission de l'assurance-chômage a fait parvenir à l'honorable ministre, ce dernier est-il en mesure de dire à la Chambre s'il entend prendre des mesures immédiates afin de corriger des injustices qui se seraient glissées dans le programme d'évaluation des employés du Service national de placement.

L'hon. Jean Marchand (ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, sur 626 employés qu'il y a au Service national de placement dans la province de Québec, il y en a 178 qui ne se sont pas classifiés. Nous avons l'intention d'interviewer chacun des 178 employés et d'essayer de voir comment nous pouvons régler son cas, si c'est possible de le faire.

[Traduction]

LA NAVIGATION

L'INTENSIFICATION DES EXPÉDITIONS DE CÉRÉALES PAR LE PORT DE CHURCHILL

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Reynold Rapp (Humboldt-Melfort-Tisdale): J'aimerais, monsieur l'Orateur, adresser une question au ministre des Finances en sa qualité de ministre dont dépend la Commission canadienne du blé. Étant donné que certains navires soviétiques se trouvent déjà dans le port de Churchill pour assurer le transport du blé acheté au Canada par la Russie le ministre pourrait-il étudier la possibilité de garder cette route maritime